

Numéro 7 – Septembre 2022

## **ETHANOL**

### **1- Cours mondiaux de l'éthanol**

Au 1<sup>er</sup> semestre 2022, la pression sur les cours des produits pétroliers s'est fortement accentuée en raison des sanctions appliquées à l'encontre de la Russie dans le contexte de guerre en Ukraine et notamment l'embargo sur le pétrole russe.

Cependant, une régression brutale des cours s'est opérée à l'été 2022. Le climat de crainte d'une récession mondiale sur les marchés et la forte appréciation du dollar par rapport aux autres devises, augmentant ainsi le prix du pétrole pour les acheteurs utilisant une autre monnaie, sont autant de facteurs qui ont affecté la demande de pétrole et influencé la baisse des cours.

### **2- Aux États-Unis**

Dans un contexte de hausse généralisée des prix et dans l'objectif d'endiguer la hausse des prix de carburants, le gouvernement a à la fois libéré le pétrole détenu dans les réserves stratégiques et accordé la dérogation de vente d'E15 tout l'été, ce qui a encouragé la consommation ainsi que la production d'éthanol à base de maïs.

La politique d'incorporation des biocarburants et ses obligations d'incorporation dites RFS (Renewable Fuels Standard) opposent les « Big Corn » (le lobby des producteurs de biocarburants) et les « Big Oil » (le lobby des raffineurs). Une première publication des mandats RFS 2021 et 2022 s'est faite en décembre 2021. Alors qu'ils devaient être identiques à ceux de 2020 pour tenir compte de la chute de la demande de carburants, l'EPA (Environmental Policy Agency – qui encadre la politique d'incorporation) les a considérablement réduits. Pour répondre aux protestations des producteurs de biocarburants - et éviter les poursuites judiciaires - les mandats pour 2021 et 2022 ont été révisés cet été : ils ont été revus légèrement à la hausse sur l'année 2021 et restent inchangés pour 2022. Ainsi, un peu plus de 20,6 milliards de gallons de biocarburants sont incorporés en 2022, dont de 73 % à base de maïs.

Les mandats RFS définis depuis 2007 arrivent à échéance en 2023. L'EPA envisage des mandats d'incorporation sur 3 années à partir de 2023. Le gouvernement de Joe Biden envisage également une forte transition vers le véhicule électrique pour atteindre les objectifs de réduction GES dans les transports d'ici 2050.

Les exemptions aux incorporations de biocarburants sont un sujet de tension entre les producteurs de biocarburants et raffineurs, et font l'objet d'affaires judiciaires. Il existe des exonérations d'incorporation

accordées aux petits raffineurs (moins de 75 000 barils par jour) pouvant prouver que se mettre en conformité avec le RFS menace leur viabilité économique.

Le nombre de dérogations accordées a explosé entre 2015 et 2017 et de gros raffineurs disposant de petites unités de production ont été exemptés : en 2015, il y avait 3 millions de gallons exonérés de la politique d'incorporation, contre 17 millions de gallons en 2017. Ainsi, pour tenter de réduire ces volumes exonérés, les producteurs de biocarburants ont porté l'affaire en justice.

L'EPA a alors rejeté à partir de 2018 les demandes d'exonérations pour être en phase avec les décisions de justices d'ores et déjà rendues, et attend depuis que toutes les décisions de justices soient rendues avant d'accorder ou pas ces exonérations. Les volumes exonérés ne sont donc toujours pas connus depuis ces 4 dernières années.

### **3- Au Brésil**

En début d'année 2022, la forte hausse des cours de l'éthanol a incité les producteurs à privilégier sa production au détriment du sucre pour les débouchés de la canne à sucre. Cependant, les cours des produits pétroliers ayant chuté depuis le printemps, l'arbitrage se fait désormais en faveur du sucre.

Parallèlement, le gouvernement tente d'endiguer l'inflation, d'une part en réduisant au printemps ses taxes à l'importation sur toute une série de produits de base, comprenant l'éthanol et le sucre, et d'autre part en baissant ses taxes sur les carburants pour réduire leur prix à la pompe cet été. De plus, une politique monétaire interventionniste conduit à une réévaluation régulière des taux d'intérêts directeurs. Ces mesures affectent les producteurs d'éthanol et de sucre, déjà lourdement endettés, ainsi la hausse des taux d'endettement risque de peser sur la rentabilité de certaines entreprises et réduire la production d'éthanol.

Dans le contexte de hausse des prix des engrais et pesticides lié à la guerre en Ukraine, le Brésil a par ailleurs lancé son Plan Engrais pour limiter sa dépendance aux importations. Le pays, important à l'heure actuelle 85 % de ses engrais, compte baisser cette dépendance à 45 % d'ici 2050 à travers un plan d'investissement massif pour construire une filière.

### **4- En Chine**

La production d'éthanol reste limitée faute de politique volontariste sur les biocarburants. Les mandats d'incorporation d'éthanol devraient être réduits à 1,8 % en 2022 – ils étaient à 2,8 % il y a 10 ans.

# BIODIESEL

## 1- Cours des huiles et esters méthyliques de l'Europe

La guerre en Ukraine et les perspectives de difficultés d'approvisionnement en huile de tournesol ont fait exploser la tendance haussière des cours des huiles végétales au premier semestre 2022. En effet, cette baisse de disponibilité en huile de tournesol en Europe a fait reporter une pression supplémentaire sur la demande des autres huiles (colza, soja, palme).

Cependant, depuis l'été 2022, les cours des huiles végétales se replient en raison d'une combinaison de facteurs :

- la récession des cours du gazole qui pèse sur les cours des huiles ;
- l'explosion de l'offre d'huile de palme, conséquence de la remise sur le marché des stocks accumulés en Indonésie lorsque le pays a interdit les exportations d'huile durant un mois pour tenter de maîtriser les prix de son marché intérieur.

La chute des cours des huiles se reporte sur les esters méthyliques. De plus, la baisse des prix du carburant tire les cours des esters méthyliques vers le bas.

## 2- En Argentine

Les cours de l'huile de soja et l'ester méthylique de soja avaient explosé en début d'année 2022, mais se replient depuis l'été.

Les taxes à l'exportation se maintiennent à des niveaux élevés, s'établissant à 31 % pour l'huile de soja et les tourteaux de soja, et 29 % pour l'ester méthylique de soja.

La dépréciation du peso argentin a freiné les ventes de soja et d'huile de soja. En effet, le prix des ventes, qui est déjà ponctionné de taxes à l'exportation élevées, est calculé en fonction du taux de change, ce-dernier étant très défavorable au peso argentin. De plus, les pénuries de carburants et les grèves affectant le pays ont perturbé l'activité économique de la production et du broyage d'huile de soja cet été 2022.

Après avoir réduit les mélanges d'incorporation de biodiesel de 10 % à 5 % en 2021 pour tenter de réduire les coûts du carburant dans un contexte inflationniste, le gouvernement argentin rétrograde. Il redresse provisoirement les mélanges de biodiesel cet été afin d'encourager la production de biodiesel en berne et réduire les importations de carburants, celles-ci étant onéreuses compte tenu de la parité monétaire défavorable pour le peso argentin. Les

taux d'incorporation de biodiesel passent ainsi de 5 % à 12,5 %.

## 3- Aux États-Unis

Les perspectives de production de soja et d'huile de soja sont plus pessimistes qu'initialement prévu pour la prochaine campagne, les agriculteurs ayant préféré augmenter leurs superficies de maïs au détriment du soja.

La production de biodiesel à base d'huiles hydrotraitées (« Renewable diesel ») représente près de la moitié de la production de biodiesel au 1<sup>er</sup> semestre 2022, diminuant ainsi la part des esters méthyliques d'acides gras (« FAME »).

La demande reste soutenue de par le crédit d'impôt de 1\$ par gallon pour les mélanges de biodiesel, mais il expire en 2022. Par ailleurs, certains états américains soutiennent la forte demande en biodiesel, à l'image de la Californie et de ses objectifs ambitieux de décarbonation dans les transports, de par sa norme de carburants à faible teneur en carbone.

## 4- En Asie

Dans les pays d'Asie du Sud-Est, les programmes de soutien au biodiesel ont été ces dernières années moteurs de l'accroissement de la consommation de biocarburants dans cette région.

En Indonésie, les mandats d'incorporation sont passés de 30 % à 35 % l'été 2022 pour écouler les stocks d'huiles de palme accumulés durant la suspension temporaire des exportations d'huile de palme au printemps dernier. Toutefois, le déploiement du mandat d'incorporation de biodiesel à 40 % est reporté en 2024.

En Malaisie, le programme d'augmentation des mandats d'incorporation de biodiesel de 10 % à 20 %, initialement reporté à 2022, se heurte à la baisse actuelle de la production de biodiesel, qui pâtit toujours d'une pénurie de main d'œuvre pour récolter la palme dans les plantations. En effet, les fermetures aux frontières lors de reprises locales de la pandémie de Covid empêchent cette main d'œuvre, majoritairement étrangère, de venir travailler.

A l'inverse, la Chine n'a aucune politique nationale de soutien au biodiesel : les taux d'incorporation de biodiesel restent très limités à l'exception d'un mandat d'incorporation B10 à Shanghai, ville s'étant engagée dans un programme local de biodiesel. Cependant, la production nationale de biodiesel, essentiellement à base d'huiles de cuisson usagées de palme, sera en hausse en 2022. Elle reste exclusivement tournée à l'exportation, en particulier le marché de l'UE qui est attractif.